



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question écrite n° 84967

Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le djihadisme. Un rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes préconise de mettre en place des actions obligatoires et *in situ* de formation à la détection de la radicalisation, à destination des acteurs de terrain (personnels enseignants, conseillers d'éducation, personnels de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'aide sociale à l'enfance, éducateurs sportifs, magistrats en charge des affaires familiales, assistants sociaux, personnels pénitentiaires, personnels des organismes de sécurité sociale, professionnels de la santé mentale), coordonnées au plan national par le centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR). Il souhaiterait connaître son avis sur le sujet.

Texte de la réponse

Le SG-CIPD (et non le CNAPAR) s'est vu confier une mission de coordination au niveau national du volet prévention de la radicalisation. Dans le cadre de ce volet, il a été chargé de mettre en place des formations au niveau national à destination des acteurs de terrain impliqués dans les cellules de suivi départementales. Au cours du premier semestre, 13 sessions de deux jours de formation sur le phénomène de radicalisation au plan national ont été réalisées ainsi que des journées de formation déconcentrée à Marseille et à Bordeaux, des sensibilisations dans une trentaine de préfectures et des formations spécifiques à destination de réseau d'associations ou collectivités (CNAPE, Missions locales, Ville de Paris,...). L'ensemble de ces formations et sensibilisations ont bénéficié à plus de 4 500 acteurs locaux : policiers, gendarmes, éducateurs, professionnels de la justice, professionnels de l'insertion sociale et professionnelle, collectivités territoriales (conseils départementaux, communes), associations. Près d'une vingtaine de sessions de formation et de sensibilisation sont prévues d'ici la fin de l'année à destination de plus de 3 000 acteurs de terrain.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

Circonscription : Lozère (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 84967

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 juillet 2015](#), page 5355

Réponse publiée au JO le : [8 décembre 2015](#), page 10022